

# Albert Fernand René BELINO

Par : Fabrice Bourrée



Archives nationales

- Informations
  - Nom : BELINO
  - Prénom(s) : Albert Fernand René
- Etat civil
  - Date de naissance : 30/01/1910
  - Ville de naissance : Aubin
  - Département de naissance : Aveyron
  - Pays de naissance : France
  - Profession avant guerre :
    - Chauffeur
  - Date de décès : 19/04/1979
  - Lieu de décès : Epinay-sur-Seine (Seine-saint-Denis)
- Résistance
  - Organisation(s) de résistance :
    - Parti communiste
  - Département(s) de résistance : Seine
- Arrestation et condamnation
  - Date d'arrestation : 15/03/1940
  - Lieu d'arrestation : Paris
  - Département d'arrestation : Seine
  - Juridiction de condamnation : Tribunal militaire permanent 12e région (Périgueux)
  - Date de condamnation : 28/10/1940

- Motif(s) de condamnation :
  - Infraction décret du 26/09/1939 portant dissolution des organisations communistes
- Peine infligée : Prison
- Durée de la peine : 4 ans
- Parcours carcéral :
  - Paris (Santé)
  - Gurs
  - Villefranche-de-Rouergue
  - Nîmes
  - Eysses
  - Noé
  - Nexon
  - Fort-Barraux
- Eysses
  - Date d'arrivée à Eysses : 15/10/1943
  - Numéro d'écrou à Eysses : 2458
  - Motif de la levée d'écrou : Transféré
  - Date de la levée d'écrou : 16/11/1943
  - Destination de la levée d'écrou : Noé
  - Durée de détention : 0 an(s), 1 mois, 1 jour(s)
- Déportation
  - Déporté
  - Lieu de départ : Grenoble
  - Date de départ : 22/06/1944
  - Parcours concentrationnaire :
    - Buchenwald
  - Situation en 1945 : Libéré
  - Date : 11/04/1945
  - Lieu : Buchenwald
  - Date de rapatriement : 23/04/1945
  - Centre de rapatriement : Paris - Orsay

## Biographie

Cadet d'une famille de onze enfants, fils et petit-fils de mineurs du bassin de Decazeville, Albert Fernand Béline est né le 30 janvier 1910 à Aubin (Aveyron). A sa sortie de l'école, à 12 ans, il n'a d'autre choix qu'un emploi incertain à la mine ou bien de tenter sa chance dans la capitale. En 1924, il vient habiter chez sa soeur, Fernande, à Maisons-Laffitte et trouve un emploi de garçon de café au Café de Paris à Maisons-Laffite en septembre. Il

quitte cette place en 1926 pour travailler durant deux ans dans un bureau de tabac, boulevard Beaumarchais puis dans un autre au Kremlin-Bicêtre. De 1927 à 1930, il travaille chez sa soeur qui tient alors l'Hôtel de Normandie à Maisons-Laffitte, puis de 1930 à 1931 au café de la Porte Montmartre. Il quitte cet emploi pour effectuer son service militaire au 121<sup>e</sup> régiment d'infanterie à Montluçon. A son retour, il reprend sa place au café de la Porte Montmartre puis au café des Nouveautés, boulevard Poissonnière. En avril 1933, gravement malade, il est hospitalisé au sanatorium de Berck, et en sort en avril 1935. Durant son hospitalisation, il assimile la doctrine marxiste-léniniste, fermement résolu à oeuvrer pour l'avènement d'une société plus juste. A la suite des événements de février 1934, il adhère à la cellule du Parti communiste de Berck-Plage au mois de septembre suivant. A sa sortie, il suit sa soeur qui vient s'installer à Epinay-sur-Seine. Progressivement, il prend une part active à la vie sociale et politique de la cité. En 1936, il est secrétaire du Front populaire de son quartier. Il se trouve aux côtés des grévistes occupant leurs entreprises pour obtenir la semaine de 40 heures et les congés payés.

En octobre 1936, Fernand Belino part pour l'Espagne pour servir dans les brigades internationales. Affecté au bataillon André Marty de la 12<sup>e</sup> Brigade internationale comme chef de section, il devient ensuite commandant de compagnie puis officier d'opération et d'information avec le grade de capitaine. Blessé lors de la bataille de Jarama puis une seconde fois lors de celle de Guadalajara, il est plus grièvement atteint le 27 juillet 1937. Hospitalisé à Murcia, Fernand Belino est rapatrié en France en mai 1938.

De retour en France, Bélino devient secrétaire de la section communiste d'Épinay et membre du comité régional. Mais son champ d'activité pourrait être plus large car son dossier du *Komintern* témoigne d'une mission dans des pays européens et de ses contacts avec le *Komintern* : « 7-07-1939. Donner l'instruction à Paris pour délivrer le visa d'entrée à Belino Albert pour faire le rapport au Secrétariat d'IC sur son voyage en Europe. »

Fin août 1939, avec Auguste Gillot et Georges Poupon, il tira plusieurs milliers d'exemplaires de *l'Humanité* clandestine. Bélino semble avoir appartenu très tôt à l'appareil illégal. Une réunion importante se tint le 27 septembre 1939 à son domicile pour envisager les conditions de passage dans la clandestinité des dirigeants du PCF (témoignage d'Arthur Ramette). Le 4 octobre, une nouvelle réunion eut lieu chez lui avec Jacques Duclos, Benoît Frachon et Arthur Ramette. Sous la direction de Paul Maertens, responsable national de l'appareil d'édition et de diffusion du matériel, il fut chargé du service clandestin de diffusion, Pierre Villon s'occupant lui du service édition et de l'appareil de liaison. Suspecté de tenir des "propos défaitistes nuisibles à la Défense nationale et d'être un agent actif de la propagande clandestine", une perquisition est effectuée à son domicile le 16 décembre 1939 par les services du Commissariat de police

du quartier Bel Air. Celle-ci ne donna aucun résultat. En février 1940, Maertens réceptionna deux tonnes de papier expédiés de Belgique par Maurice Tréand sur un remorqueur qui arriva en région parisienne par le canal de l'Ourcq. Mais, en mars, la police procéda à une vague d'arrestations, notamment celle de Bélino le 13, qui entraîna la saisie du matériel et la chute d'une imprimerie qui venait d'être installée à Arcueil. Maertens et son équipe furent jugés responsables de ce fiasco. Il est à signaler que le nom de Belino a été trouvé sur un papier saisi dans un dépôt de tracts communistes situé rue Paul Bert à Saint-Ouen au début de l'année 1942.

Bélino est incarcéré à la prison de la Santé dans l'attente de son jugement puis, suivant l'exode pénitentiaire, interné au camp de Gurs (Basses-Pyrénées) où il arrive le 21 juin 1940. Condamné le 28 octobre 1940 par le tribunal militaire de Périgueux à quatre ans de prison, il est incarcéré à la prison militaire de Villefranche-de-Rouergue le 15 novembre 1940 puis à la Maison centrale de Nîmes le 4 décembre 1940 où il restera trois ans. A Nîmes, Belino aurait été chargé par le Front national d'un travail auprès des surveillants de la centrale afin de préparer une évasion. Le 16 octobre 1943, Fernand Bélino est transféré à la Maison centrale d'Eysses (Lot-et-Garonne) où il ne reste qu'un mois. Il y retrouve Fernand Bernard qu'il a connu en Espagne dans les Brigades internationales.

Par arrêté d'internement administratif le 11 novembre 1943 signé par le Préfet régional de Toulouse, il est transféré au centre de séjour surveillé de Noé (Haute-Garonne) le 16 novembre 1943 puis à celui de Nexon (Haute-Vienne) le 24 novembre 1943. Du camp de Nexon, Fernand Belino est transféré au Fort-Barraux (Isère) le 31 décembre 1943. Il tente de s'en évader le 27 janvier 1944 mais est retrouvé caché dans le fort trois jours plus tard. Le 22 juin 1944, à la demande des autorités allemandes, près de 360 internés du fort Barraux, dont Belino, quittent Grenoble pour Buchenwald.

A Buchenwald, Fernand Belino devient le responsable du "Comité de défense des intérêts français" du block 61. Les responsables de ce comité sont Marcel Paul et Frédéric-Henri Manhès. Dans ce rôle, il parvient à soutenir le moral et à protéger les vies de ses co-détenus qu'ils soient communistes ou gaullistes. Sous la pression des armées soviétiques et américaines, les Allemands évacuent sur Buchenwald les survivants provenant d'autres camps, Auschwitz surtout, parmi lesquels se trouvaient de nombreux Israélites. Belino s'attacha à rester avec ces nouveaux venus pour leur apporter son soutien. Parmi eux figurait notamment Marcel Bloch-Dassault que Belino parvient à soustraire aux recherches des SS.

Le 11 avril 1945, en milieu de journée, des chars américains sont aux portes du camp. La sirène d'alarme retentit à midi. Les SS évacuent leurs cantonnements, laissant seulement des sentinelles au camp central. A 13 heures, la résistance clandestine distribue les armes. A 14 heures, les combats sont lancés, alors que les SS sont en train d'évacuer le

camp. Les détenus de la brigade française en capturent 250 à 300, remis aux Américains, qui entrent dans le camp à 16h. Fernand Belino est alors adjoint au commandant de la 6e compagnie du bataillon Hoche (selon son propre témoignage, il aurait été chef de la 4e compagnie du bataillon Saint-Just), l'une des trois composantes de la Brigade d'action libératrice de Buchenwald.

Rapatrié en mai 1945, Fernand Belino, physiquement affaibli après cinq années de rudes épreuves, est élu conseiller municipal d'Épinay le 13 mai 1945. Elu conseiller général de la Seine le 23 septembre 1945, Fernand Bélino siégea dans cette assemblée jusqu'en 1967 avant de représenter Épinay au conseil général de Seine-Saint-Denis et d'en être vice-président. Il fut maire adjoint d'Épinay (1965-1977) et suppléant d'Étienne Fajon, député communiste de la première circonscription de Seine-Saint-Denis de 1973 à 1978. *L'Humanité* du 16 juin 1950 publia une « Tribune de discussion » titrée « Être digne du beau titre de membre du Parti », texte jugé pessimiste et qui lui attira une sévère réplique de Lavedrine, responsable du Comité de défense de *l'Humanité* d'Épinay : « Camarade Bélino, c'est toi le "chevalier à la triste figure" » (*l'Humanité*, 22 juin 1950).

Lors de la 2e conférence de la Fédération Seine-Ouest, en mai 1954, salle des Grésillons à Gennevilliers, il fut élu au comité fédéral. Membre du bureau de l'AVER (Association des volontaires en Espagne républicaine), il souscrivit à l'éviction d'André Marty (dans son article dans les *Cahiers du communisme* de janvier 1957, le nom d'André Marty n'est pas cité, article « Les Grands anniversaires » relatif aux Volontaires des Brigades internationales).

Le 8 février 1962, Fernand Belino est grièvement blessé à proximité du métro Charonne lors de la tristement célèbre manifestation contre l'OAS et la guerre d'Algérie initiée par le Parti communiste français et d'autres organisations de gauche. Victime de la bousculade qui a suivie une violente charge policière, il est hospitalisé du 8 au 17 février à l'hôpital Saint-Louis. A sa sortie, le médecin lui prescrit une incapacité totale de travail de deux mois. Fernand Belino portera cette affaire devant le Tribunal administratif de Paris en 1963.

Le 14 mars 1971, il reçoit des mains de Georges Valbon, président du conseil général de la Seine-saint-Denis, la médaille d'or pour ses 25 ans de mandat de conseiller général. En 1978, Fernand Bélino était un président délégué de l'AVER. Il meurt le 19 avril 1979 à Épinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis).

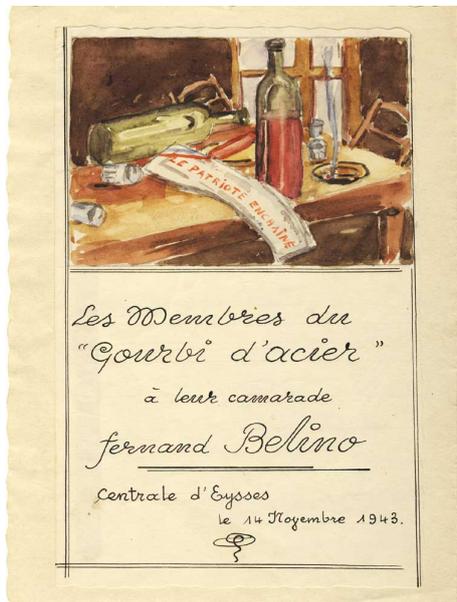
## Album photos



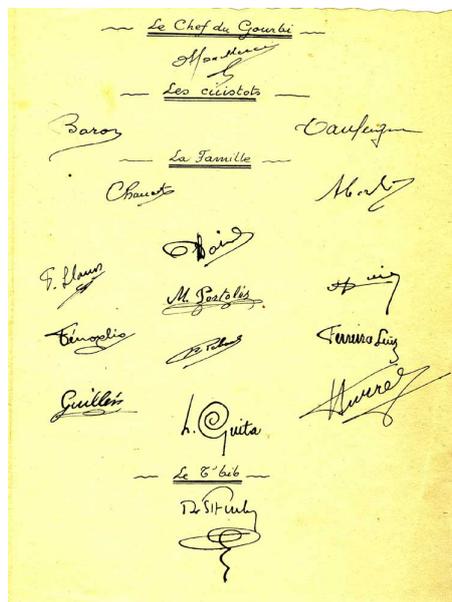
Article de presse



Le Matin, 19 mars 1940



Carte dédiée à Fernand Belino, Eysses, 16 novembre 1943



Carte dédiée à Fernand Belino, Eysses, 16 novembre 1943



Fiche (Häftlings-Personal-Karte) individuelle d'enregistrement de Fernand Belino à son arrivée au camp de concentration de Buchenwald